



Le 22/01/09

La crise, c'est eux ! La solution, c'est nous !

***Nous n'avons pas à faire
les frais de leur crise !***



Ensemble, le 29 janvier, faisons nous entendre !

Nous sommes entrés dans une crise économique et sociale grave.

Les licenciements et les plans sociaux se multiplient, ce ne sont pas moins de 169 000 suppressions d'emplois qui sont en perspective pour ce premier trimestre 2009. Le chômage remonte et le pouvoir d'achat des salariés, des retraités et des demandeurs d'emploi diminue. La précarité et l'insécurité se développent. Dans le même temps, les scandales financiers atteignent des sommets.

La crise résulte du mode de développement des vingt-cinq dernières années, fondé sur une logique de dévalorisation du travail. Pour augmenter la rentabilité du capital, les entreprises exercent une pression permanente sur l'emploi, les salaires et les conditions de travail.

Les plans annoncés par le président de la République et son gouvernement sont très loin de répondre à la situation.

Ils sont par ailleurs bâtis sur une logique de recours aux marchés financiers qui va nous conduire à une crise encore plus profonde.

Avec la Cgt, donnons plus de force à nos aspirations !

Dans ce contexte, les salariés, dans le privé, vont faire les frais de cette crise pour restituer aux actionnaires les marges qu'ils ont pu perdre.

Dans le public, les suppressions d'emplois et les « missions d'intérêt général programmées » vont pleuvoir au nom de la réduction de la dette publique.

Dans tous les cas, la pression va s'accroître sur le monde du travail.

En matière d'emploi, on va assister à l'effondrement du retour à l'emploi qualifié.

Sans mobilisation, il est clair que les jeunes vont être confrontés à un chômage massif, véritable gâchis pour eux et la société.

À l'autre bout, la situation des seniors va aussi s'aggraver.

À l'heure où souffrance au travail, stress et même suicides ne peuvent plus être ignorés, n'est-il pas urgent de proposer de revisiter l'organisation du travail, de créer des emplois pour alléger les charges et faire respecter la RTT ?

Au moment même où l'on parle d'un « retour de l'État », il y a urgence à remettre en cause les suppressions d'emplois et les fermetures de sites.

Le pouvoir d'achat des salariés ne cesse de se dégrader. Les salariés aspirent à la sécurisation de leur salaire et souhaitent une augmentation de la part fixe de leur rémunération. Les politiques salariales doivent se fonder sur la reconnaissance des qualifications, une révision de la structure des salaires, la fin du déclassement des jeunes diplômés.

La crise financière mondiale apporte un éclairage sur le caractère aléatoire des produits d'épargne retraite placés sur les marchés financiers. Les droits à la retraite sont de plus en plus rognés et le régime complémentaire de retraite AGIRC fait actuellement l'objet d'une nouvelle remise en cause. Il nous faut défendre le droit de pouvoir partir à 60 ans avec une pension à taux plein.

Le 29 janvier, de par son caractère unitaire et interprofessionnel, va marquer l'actualité de ce début d'année 2009.

Les salariés peuvent trouver l'occasion d'exprimer leurs exigences, se rassembler, sortir de l'isolement.

le travail et le social doivent prendre le pas sur la finance

Cela suppose de prendre des mesures économiques qui favorisent le progrès social et le développement :

- Revoir les orientations des finances publiques : supprimer les cadeaux fiscaux et niches fiscales, les exonérations de cotisations sociales, le paquet fiscal.
Cela permettrait de dégager immédiatement 120 milliards d'euros.
- Repenser l'intervention de l'État pour peser sur les choix des entreprises : impôt modulé en fonction des choix stratégiques en matière d'emploi, d'investissement productif, de politique salariale et de droits sociaux.
- Donner la priorité aux salaires et à l'investissement, et non aux dividendes des actionnaires.
- Développer les droits d'intervention des salariés sur les choix des entreprises.
- Mobiliser autrement les crédits bancaires : définir un autre contenu et une autre nature des crédits : taux d'intérêt sélectif favorisant les crédits destinés à l'emploi et à l'investissement productif.
- Établir un pôle financier public pour faciliter le financement de projets créateurs d'emploi et d'investissement productif.

Ensemble, nous pouvons changer la donne !